

NEWSLETTER PRÉSIDENTIELLE CARNET DE CAMPAGNE 2022

L'ÉCONOMIE DANS LA CAMPAGNE



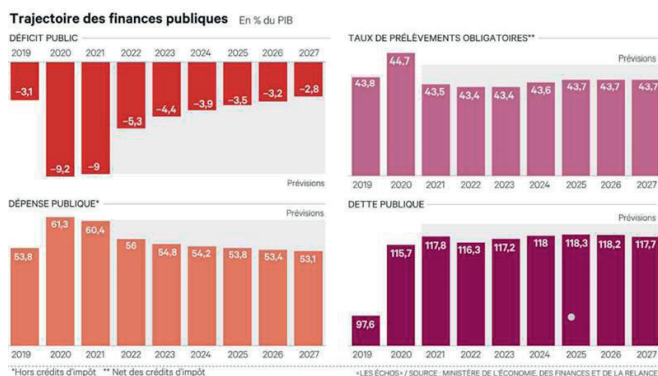
FINANCES PUBLIQUES : BRUNO LE MAIRE PRÉSENTE LE PLAN DE L'EXÉCUTIF POUR LES RÉTABLIR EN CINQ ANS



Selon les prévisions transmises ce jeudi 8 avril par son ministère au **Haut conseil des finances publiques**, **Bruno Le Maire** espère ramener le déficit à 3 % du PIB et stabiliser la dette pour 2027. Alors qu'il doit, dans les prochains jours, envoyer à la Commission européenne son **programme de stabilité**, Bruno Le Maire a esquissé les contours de la politique budgétaire que le gouvernement engagerait si Emmanuel Macron était réélu à la présidence de la République l'an prochain.

Par ailleurs, auditionné ce mercredi par la commission des finances de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Économie et des Finances a indiqué penser que « **la pertinence de la règle de 60 % d'endettement par rapport à la richesse nationale mérite d'être reconsidérée** » appelant à ce que la zone euro soit « **surtout capable de définir une nouvelle stratégie économique, en visant d'abord plus de croissance** ».

Alors que le « **quoi qu'il en coûte** » dure depuis un an, **la question de la soutenabilité de la dette et du retour à l'équilibre des comptes publics sera certainement un des axes importants de la campagne présidentielle** à venir, en témoignent les récents débats organisés au Parlement sur ce sujet, ou encore la **Convention nationale** consacrée à l'efficacité de l'action publique organisée le 30 mars dernier par Les Républicains.



Pour respecter cet engagement en 2027, le gouvernement engagerait, dès la sortie de crise effectuée, un « **assainissement des comptes publics dans un délai ambitieux mais raisonnable** », Bruno Le Maire ayant confirmé que **ce « choix politique » a été fait « en accord avec le Président de la République et le Premier ministre »**.



XAVIER BERTRAND, SES PREMIÈRES PROPOSITIONS ÉCONOMIQUES



Alors que les édiles de la gauche se réunissaient ce week-end à l'initiative de Yannick Jadot, la droite, qui n'a toujours pas décidé sa méthode de départage des putatifs à l'élection présidentielle, voit **Xavier Bertrand poser les premiers**

jalons de son programme présidentiel. Ce dernier a, par ailleurs, été crédité de 16 à 20 % des suffrages au premier tour de la présidentielle, selon les hypothèses de candidats face à lui, par un **sondage Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio** effectué du 2 au 8 avril.

Visant un véritable **changement de « l'environnement fiscal et réglementaire »**, il a indiqué vouloir **faire de la baisse des impôts de production sa « priorité », avec comme objectif de les réduire de moitié** afin de « revenir à la moyenne de la zone euro ». Cette proposition, évaluée à 33 milliards d'euros, serait **compensée par l'État aux collectivités concernées.** De plus, il a indiqué vouloir mettre en place un « véritable **crédit d'impôt de production** » pour « tout investissement productif favorisant le développement de l'industrie nationale ».

Prenant l'engagement « qu'il n'y aura **pas d'augmentation du niveau des prélèvements obligatoires** », le président de la région Hauts-de-France a indiqué que ces dispositifs seraient financés par « des **efforts sur la dépense publique** », assurant qu'il ne laisserait « ni filer les dépenses, ni augmenter la dette ».

Par ailleurs, pour « **diviser par deux au moins les délais d'instruction des dossiers d'implantations** » industrielles, il a affirmé qu'il mettra en place dans chaque région « une **« task force » permanente réunissant les services de l'État et les collectivités locales** » permettant que les préfets disposent d'un « pouvoir d'adaptation de la réglementation nationale sur les établissements classés, les fouilles archéologiques, les contraintes environnementales, etc. ». Il propose de plus de créer un **fonds souverain**, ouvert aux particuliers, et d'imposer un *level playing field* en Europe sur les subventions directes des États aux projets d'implantation d'usines.

Enfin, il souhaite **réformer le droit de la commande publique** pour en faire « un levier d'indépendance industrielle » et « instituer un **principe de réciprocité** et interdire l'accès à nos marchés publics pour des pays qui n'ouvrent pas les leurs ».

LE CHIFFRE DU MOIS

160 MDS €

C'est la somme que les Français ont épargnée entre 2020 et 2021 selon l'OFCE.



RESTRICTIONS, TERRA NOVA S'INQUIÈTE DES IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES POTENTIELLES D'UNE PANDÉMIE DURABLE

Dans une **note** réalisée pour Terra Nova, les économistes Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry font état de la situation économique actuelle après un an de crise sanitaire et économique et esquissent les problématiques que pourraient rencontrer les entreprises « dans un scénario où la COVID-19 resterait prévalent pendant quelques années de plus ».

Alors que la reprise de l'économie reposera notamment sur un retour de la demande « refoulée durant de longs mois, reflétant l'important excès d'épargne accumulé ainsi que le désir de compenser l'épisode difficile de la pandémie », les deux économistes s'in-

quiètent que, sans « phase post-COVID-19 claire », les Français puissent continuer leur accumulation d'une épargne de précaution. De la même manière, les chefs d'entreprise pourraient être « réticents à investir et de continuer à accumuler des liquidités au cas où les temps redeviendraient difficiles », ce qui affectera la production.

Enfin, dans une situation où la COVID-19 s'installerait plus fermement dans le temps, Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry prédisent que « la stratégie économique initiale devra être revue et modifiée ».

CE QU'IL FALLAIT DÉCRYPTER



L'APPEL DE YANNICK JADOT : UNE UNION DES GAUCHES INCERTAINE ?

Le 29 mars 2021, le député européen Yannick Jadot a lancé un appel au dialogue rassemblant les forces de gauche. L'eurodéputé a réuni ce samedi 17 avril les dirigeants de gauche avec pour objectif de réfléchir sur les « **dix chantiers de reconstructions de la France** », parmi lesquels : « **la justice sociale, un plan de relance pour réparer la société, l'hôpital, l'école, la reconstruction de notre économie autour des enjeux du climat, des soins, de la relocalisation** ». Cette démarche devrait « **associer les citoyens et s'ancrer sur les territoires** » afin d'établir un candidat commun à l'automne.

Les réunir est une chose, les unir en est une autre. En effet, les personnalités de gauche ont répondu favorablement à l'exception **d'Arnaud Montebourg**, de **Christiane Taubira** et de **Jean-Luc Mélenchon** qui s'était fait représenter.

À la sortie de la réunion, le secrétaire national du Parti socialiste, **Olivier Faure**, a annoncé à la presse qu'un engagement a été pris : celui de désigner un candidat commun pour la présidentielle. Si les représentants du PS et Yannick Jadot se voient déjà ensemble, les autres participants restent prudents.

Pour La France Insoumise, représenté par le député **Eric Coquerel** : « *Laisser croire qu'on va pouvoir s'arranger autour d'une table entre candidats, ce n'est pas crédible... Pour l'instant, il y a de vraies différences de fond qui existent entre les différents mouvements* ». La France Insoumise souhaite un « pacte de non-agression » à gauche plutôt qu'une candidature commune car, pour eux, le candidat

Jean-Luc Mélenchon est le mieux placé à gauche selon les sondages (10 % à 13,5 % intentions de vote).

Il en est de même pour les communistes qui ne souhaitent pas participer à une primaire, et qui doivent valider la candidature présidentielle de **Fabien Roussel** le 9 mai.

L'autre obstacle auquel doit faire face le candidat Yannick Jadot est cette fois-ci érigé par sa propre famille politique, notamment **la primaire du parti EELV**. Selon la secrétaire nationale adjointe EELV : « *personne n'est convaincu par une primaire de toutes la gauche et des écologistes. La primaire du pôle écolo sera un passage obligé* ».

De son côté, le mouvement de **Benoît Hamon** a publié un communiqué pour rappeler les trois points d'accord décrochés lors de la réunion: un pacte de « non-agression », l'ouverture de débats publics autour des programmes, et la mobilisation collective autour de sujets fédérateurs comme le climat, la lutte contre la réforme de l'assurance-chômage, ou contre la réforme des retraites.

Malgré ces divergences, tous sont tombés d'accord sur au moins un point : le souhait de se revoir fin mai pour poursuivre le dialogue.



Yannick Jadot @yjadot · 19 avr.

Toutes les sensibilités de la gauche et des écologistes se parlent, c'est très important.

Il existe aussi des différences de fond dont il faut parler entre nous et voir ensuite qui est prêt à convenir d'un contrat de gouvernement et d'une candidature commune.

BRÈVES DE CAMPAGNE

1 TWEET 1 ACTU

- > **Christophe Castaner** sur la majorité (le 07/04) : « Il y a une notion fondamentale qui nous lie au sein de notre majorité : celle du dépassement. Qu'importe que telle idée soit de gauche ou de droite, pourvu qu'elle apporte des résultats et de la protection pour les Français ! C'est cela, notre ADN ! »
- > **Yannick Jadot** sur l'union de la Gauche (le 04/04) : « Hissons-nous à la hauteur des périls qui menacent, comme à celle de la formidable aspiration populaire à une alternative écologique, sociale et républicaine qui s'exprime partout ! »
- > **Jean-Luc Mélenchon** sur la campagne de vaccination (le 07/04) : « Il n'y a pas assez de vaccins car nous nous sommes enfermés dans les décisions stupides de la bureaucratie européenne qui considère le vaccin comme une marchandise. Et nous avons refusé par idéologie les vaccins russes, cubains ou chinois qui fonctionnent. #BFMTV #LeLiveToussaint »
- > **Eric Woerth** sur l'Europe (Le 06/04) : « Plus le monde va vite, plus l'Europe ralentit (...) Sa mise en œuvre est laborieuse, voire catastrophique ! »



IL Y A 5 ANS AU MÊME MOMENT...

...Emmanuel Macron lançait, à Amiens le 6 avril, un mouvement politique nouveau, « En Marche ».



L'INFO-BUZZ

EDOUARD PHILIPPE SERA-T-IL CANDIDAT ?

-  **28 JUIN 2020**
Edouard Philippe est réélu Maire du Havre.
-  **03 JUILLET 2020**
Edouard Philippe quitte Matignon.
-  **22 JANVIER 2021**
Déplacement de Jean Castex au Havre.
-  **07 AVRIL 2021**
Sortie de « Impressions et lignes claires » par Edouard Philippe et Gilles Boyer
-  **07 AVRIL 2021**
Interview du JT de France 2. Interrogé sur le fait qu'il aurait dit en privé « Je ne serai pas candidat sauf si Emmanuel #Macron ne l'était pas ? », Edouard Philippe à répondu : « Je ne crois pas l'avoir dite. Je ne suis pas sûr de l'avoir dite publiquement. »
-  **07 AVRIL 2021**
Edouard Philippe sur France Inter déclare « Je suis d'une loyauté totale à ceux que j'ai choisis. Je voudrais que personne ne doute de ma loyauté, ni de ma liberté, ni de mon envie de servir le pays. »

BREF

Le Monde a publié le 06/04 une enquête Ipsos-Ifop montrant que la part des 18-24 ans et des 25-34 ans prêts à voter pour le RN serait passée de 23 % à 29 % entre 2017 et aujourd'hui. Ce bond s'expliquerait en partie par une percée du RN auprès des jeunes du monde rural mais aussi par une perception plus positive de la personnalité de Marine Le Pen que de celle du Président de la République. Cependant, l'abstention reste le premier parti de la jeunesse comme l'explique Brice Teinturier (DG d'Ipsos) : « Environ 80 % de l'ensemble de la population se dit certaine d'aller voter en 2022, les 18-24 ans seulement à 58 % ». **Interrogée dans Philosophie magazine sur cette étude**, la politologue Christèle Lagier explique que le RN monte relativement aux autres partis qui baissent. Ainsi, le vote LFI chez les 24-35ans serait passé de 24 % à 17 %.



L'AGENDA POLITIQUE

- > **14 avril** : sortie de La culture nous sauvera par Christophe Tardieu et David Lisnard ;
- > **Début mai** : sortie de La grande illusion, Journal secret du Brexit, Michel Barnier ;
- > **6 mai** : niche La France Insoumise à l'Assemblée nationale.